

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Malgré le soutien de l'Occident, Al-Qaïda ne vaincra pas le peuple syrien

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 5 DÉCEMBRE 2012

ENGLISH ESPAÑOL



## Malgré le soutien de l'Occident, Al-Qaïda ne vaincra pas le peuple syrien

**P**ar Ghaleb Kandil

La Syrie et ses forces armées continuent de résister farouchement à la guerre mondiale qui les prend pour cible. L'État s'emploie par tous les moyens à assurer les besoins économiques nécessaires pour la résistance, et l'armée a lancé des opérations militaires stratégiques dans certaines provinces pour détruire les bases des terroristes, dont plusieurs dizaines de milliers se sont infiltrés de Turquie ces dernières semaines.

Les opérations militaires ont atteint leur objectif primordial en faisant échec au plan du Premier ministre turc Recep Tayyeb

Erdogan, qui consistait à établir *de facto* une zone tampon. Des informations sûres indiquent que les groupes armés ne sont plus présents dans la ville d'Alep que dans de petites poches, alors que l'armée régulière contrôle la majeure partie de la grande métropole du Nord.

À Homs, la vie a pratiquement repris son cours normal et pour se venger, les terroristes ont recours aux attentats aux voitures piégées, comme celui qui a fait 15 morts et des dizaines de blessés, hier dimanche. La plus grande partie de la province de Deir Ezzor, limitrophe de l'Irak, est également sous le contrôle de l'armée nationale. À Damas et sa région, l'armée a lancé une offensive d'envergure pour briser les groupes terroristes qui s'apprêtaient à déclencher une attaque massive contre la capitale. Les données militaires laissent croire que dans les semaines à venir, l'État va reprendre le contrôle des chefs-lieux de toutes les provinces et des régions frontalières. Complètement désorganisés, les groupes armés perdront l'initiative et se livreront à des attaques terroristes, des assassinats et des actes de sabotage. L'État se prépare déjà à ce scénario, mais la priorité reste, pour lui, de relancer le cycle économique et de rétablir une vie normale dans l'ensemble de la Syrie. Les zones encore sous contrôle des rebelles seront encerclées et incapables de s'étendre et de constituer un danger stratégique.

Toutes les informations prouvent que la principale force de combat terroriste est l'organisation Al-Qaïda et les mouvements salafistes-jihadistes, ainsi que le bras armé de la Confrérie des Frères musulmans. Les groupes qui évoluent en dehors de cette mouvance extrémiste sont dispersés et ressemblent plus à des gangs locaux qu'à des mouvements organisés et structurés, évoluant dans le cadre d'une stratégie globale. Ils comportent une grande part de brigands, de malfaiteurs et de coupeurs de route. Les informations indiquent que les chambres d'opérations présentes en Turquie, dirigées par des officiers de la CIA, avec la participation de groupes qataris, saoudiens, libanais et libyens, donnent des ordres directs aux unités combattantes en Syrie, leur fixent les objectifs et les fournissent en armes, explosifs, argents et matériels de toutes sortes.

L'hypocrisie occidentale concernant le terrorisme et Al-Qaïda se

confirme en Syrie. Si les mêmes critères établis après le 11 septembre 2001 lors des dizaines de conférences internationales de « *lutte contre le terrorisme* » avaient été mis en œuvre en Syrie, tous ceux qui financent et arment aujourd'hui les « *rebelles* » en Syrie auraient dû soutenir l'État syrien dans sa lutte contre le terrorisme.

L'hypocrisie des pseudo-souverainistes libanais n'est pas en reste. Après avoir crié au loup dans la bergerie, voilà que les faits prouvent que ce sont eux les vrais loups. Les révélations du quotidien libanais *al-Akhbar* prouvent l'implication directe de l'ancien Premier ministre Saad Hariri et de son principal lieutenant, le député Okab Sakr, dans le financement et l'armement des terroristes (Voir ci-après). La mort et la capture d'une vingtaine de jihadistes libanais vendredi dans une embuscade de l'armée syrienne, alors qu'ils se rendaient à Tall Kalakh pour y « *pratiquer le Jihad* » contre le peuple syrien, complète ce tableau.

Le peuple syrien est confronté à un cocktail terroriste multinational, soutenu par les « *nations civilisées* ». Son droit inaliénable est de se défendre par tous les moyens pour préserver son pays et son identité. Dans cette guerre, les mercenaires n'ont aucune chance de gagner.

## Le pacte entre les Frères musulmans et les États-Unis confirmé par Morsi

Les événements qui se succèdent en Égypte ont fait la lumière sur une série de vérités et de données qui auront une grande influence sur les événements dans le monde arabe.

Il est clairement apparu que les Frères musulmans en Égypte, qui représentent le cœur de cette confrérie transnationale, ont établi leur plan de prise du pouvoir sur la base d'un deal avec les États-Unis et Israël pour renouveler la fonction politique et sécuritaire qui avait été confiée au régime de Hosni Moubarak et d'Anouar Sadate, conformément aux dispositions des accords de Camp David. Cela confirme les informations qui circulent depuis deux ans sur des arrangements conclus entre Washington et le

commandement des Frères musulmans dans la région, sous l'égide de la Turquie et du Qatar. Ces arrangements stipulent que l'Occident favorisera le renouvellement des élites dirigeants dans les pays arabes à travers les Frères musulmans, qui s'engagent, en contrepartie, à garantir la sécurité d'Israël et les intérêts US et occidentaux.

Le seul élément sur lequel s'est appuyé le président Mohammad Morsi pour promulguer la déclaration constitutionnelle rejetée par de larges pans de la société égyptienne est le soutien états-unien et israélien qu'il a reçu à l'issue de son rôle dans la conclusion de la trêve entre l'État hébreu et les organisations palestiniennes lors de la dernière guerre de Gaza. Le pouvoir égyptien a présenté des engagements dans le cadre des négociations, portant sur des questions politiques et sécuritaires s'articulant autour de deux points : couper l'approvisionnement en armes de la bande de Gaza en poursuivant la destruction des tunnels ; et rompre les relations entre les organisations palestiniennes et l'Iran. Selon des informations parues dans la presse égyptienne, le Caire auraient fourni des facilités aux forces spéciales et aux services de renseignement US dans le Sinaï et a demandé au Hamas de déployer des forces à la frontière entre Gaza et Israël pour veiller au cessez-le-feu. C'est-à-dire s'assurer qu'il ne sera pas violé par les organisations de la résistance palestinienne. En quelque sorte, le Hamas commence à jouer le même rôle que la police de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie.

Le conflit politique qui a éclaté en Égypte après le coup d'État constitutionnel de Morsi est ouvert à toutes les options. Les Frères musulmans ont décidé d'ignorer les revendications d'une large majorité d'Égyptiens et de poursuivre leur conquête de toutes les institutions. Les centaines de milliers de personnes qui ont manifesté ne les ont pas fait reculer. Ils ont laissé tomber leur masque après s'être assuré du soutien des États-Unis et des Israéliens, qui leur a été accordé après qu'ils eurent réussi au test de la dernière guerre de Gaza.

Il n'aura fallu que quelques mois pour que le vrai visage des Frères musulmans apparaisse aux yeux de l'opinion publique égyptienne et arabe, et cela aura certainement des répercussions dans l'ensemble du monde arabe.

## Déclarations et prises de positions

**Michel Sleiman**, président de la République libanaise

*« Il y a trois idées en ce qui concerne la forme du gouvernement prochain : ce sera un cabinet ou bien d'union nationale, ou bien majoritaire ou bien neutre. Toutefois, ce qui est susceptible de faire l'objet de discussions à la table du dialogue, c'est uniquement l'opportunité d'un changement de gouvernement et non pas la forme du nouveau cabinet, ni sa composition. Ces aspects ne concernent pas la table du dialogue. Ils se rapportent aux prérogatives constitutionnelles du chef de l'État et du Premier ministre. Les élections législatives auront lieu en temps prévu quelles que soient les circonstances. Le scrutin ne saurait être reporté que pour une durée courte ne dépassant pas les deux ou trois mois et uniquement pour des raisons techniques liées à la discussion autour des projets de loi électorale, dans la mesure où un temps supplémentaire pourrait se révéler nécessaire. Je ne donnerais mon aval à aucun texte de loi prorogeant de façon arbitraire le mandat de la législature. »*

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

*« Tous les Libanais sont d'accord sur le fait que la loi électorale de 1960 est anticonstitutionnelle et constitue la loi la plus injuste de l'histoire, notamment à l'encontre des chrétiens. Cette loi permet la victoire ou la défaite de députés à une seule voix de différence. Nous comprenons que le Courant du futur soit injuste, mais ce sont les chrétiens alliés de ce courant, les Forces libanaises et les Kataëb, qui subissent les conséquences de cette injustice. Si ces deux partis empêchent la modification de la loi de 1960, c'est qu'ils sont payés pour ça. L'injustice a des répercussions proches. Ceci ne voudrait pas signifier pour autant que nous boycotterons les prochaines élections si elles se déroulent sur la base de la loi de 1960. Nous ne permettrons à personne d'amener le patriarche à accepter cette loi, ni de lui forcer la main pour l'entraîner dans cette direction. »*

**Nabil Qaouq**, vice-président du Conseil exécutif du Hezbollah

*« Le mouvement du 14-Mars ne veut pas une vraie parité. Il veut*

*s'approprier le pouvoir et refuse le dialogue pour bloquer l'adoption d'une nouvelle loi électorale. il suffit de voir qu'Israël parie sur la victoire du 14-Mars aux prochaines législatives pour savoir que ce mouvement est l'otage de forces extérieures qui l'obligent à s'attaquer à la Résistance. »*

**Serguei Lavrov**, ministre russe des Affaires étrangères

*« Encourager la guerre à outrance contre le régime de Bachar el-Assad, c'est accroître la souffrance du peuple syrien et envenimer la situation explosive au Proche-Orient. La Russie s'oppose catégoriquement à toute ingérence extérieure en Syrie et ne participera pas au conflit armé dans ce pays. Le point d'approvisionnement matériel et technique russe à Tartous fonctionne en mode normal. Je tiens à souligner : notre coopération militaire et technique de longue date vise avant tout à maintenir la stabilité au Proche-Orient et n'a jamais eu pour but de soutenir une force quelconque sur la scène intérieure syrienne. La Russie fait tout son possible pour mettre fin à l'effusion de sang et pour convaincre les parties en conflit d'entamer un dialogue. »*

**Ghadanfar Rokn Abadi**, ambassadeur d'Iran au Liban

*« Nos principes sont clairs et transparents. Nous regardons toujours les hautes montagnes qui se découpent à l'horizon et nous parvenons à réaliser les objectifs lointains. Nous ne nous tournons jamais vers les petits nids-de-poules sous nos pieds. En Syrie, une solution pacifique qui se fait toujours attendre est inévitable. Au sujet du dossier nucléaire, le secrétaire général du Conseil de sécurité nationale, Saïd Jalili, a refusé à neuf reprises un tête-à-tête avec les Etats-Unis. »*

**Ali Abdel Karim Ali**, ambassadeur de Syrie au Liban

*« Des pays arabes financent Al-Qaïda en Syrie. Le Liban doit être davantage respectueux des relations bilatérales et ne doit pas se transformer en couloir pour les crimes commis en Syrie. Je n'accuse pas le gouvernement libanais mais la quantité des armes dont font état les médias et les atteintes de ceux qui se sont affublés du nom d'Armée syrienne libre contre l'armée à Ersal doivent pousser le Liban à adopter une position plus solide, surtout que la Syrie est victime d'une agression couverte par les États-Unis, l'Europe et*

*soutenue de façon éhontée par les pays du Golfe. »*

## Événement

### Les preuves de l'implication de Saad Hariri dans la crise syrienne

- Une conversation enregistrée entre le député du Courant du futur, Okab Sakr, et Abou Noomane, un dirigeant de l'opposition syrienne armée porte sur un transfert d'armes. « *Aidez-nous, s'il vous plaît, nous avons besoin d'armes* », demande Abou Noomane à M. Sakr dans l'enregistrement sonore posté sur le site Internet du quotidien *al-Akhbar* et diffusé dans le bulletin de la chaîne OTV, jeudi soir. « *Dites-moi exactement ce dont vous avez besoin* », lui répond le député libanais. L'opposant lui détaille alors sa demande et les deux hommes se mettent d'accord pour livrer les armes, « *comme d'habitude* », aux membres de l'opposition syrienne dénommés Abou Baraa et Abou el-Nour.

- L'ancien Premier ministre Saad Hariri avait assuré, en octobre dernier, que le député est « chargé de suivre la situation en Syrie et de coordonner avec les forces politiques syriennes de l'opposition pour soutenir le peuple syrien au double plan médiatique et politique. »

#### Transcription d'un enregistrement

— Une voix inconnue : *allo.*

— Okab Sakr : *allo.*

— L'inconnu : *oui, mon frère.*

— Okab Sakr : *oui.*

— L'inconnu : *quelle est la requête ? Qu'est-ce qui lui manque ?*

— Okab Sakr : *Des mitrailleuses, des balles. Nous voulons des balles B K C, des roquettes Rpg, des armes de qualité pour Alep, la banlieue d'Alep et la région d'Idlib.*

— L'inconnu : *Quelle région spécifiquement ?*

— Okab Sakr : *Alep, la banlieue d'Azaz et les régions assiégées. À Idlib, il y a des régions qui subissent en ce moment même une attaque féroce. Il faut assurer cette commande.*

— L'inconnu : *De quelle armes de qualité avez-vous besoin*

*exactement ?*

— Okab Sakr : *Je ne sais pas, il n'y a pas d'armes spécifiques. Les commandes portent généralement d'anti-avions et d'antichars, avec les armes ordinaires, légères ou moyennes.*

— Inconnu : *D'accord, d'accord.*

### **Transcription du troisième enregistrement**

— Abou Rachad (responsable de l'approvisionnement à Hama et ses banlieues) : *Salam Aleikom... Où êtes-vous ?*

— Louay (porte-parole du Conseil suprême de l'ASL) : *Oui mon frère, nous sommes dans une chambre avec Monsieur Okab Sakr et tous les hommes sont présents. Rassures-moi de la situation chez toi.*

— Abou Rachad : *C'est bien qu'Okab soit près de toi, car nous sommes dans une situation déplorable... la situation est très, très, très urgente, plus que tu ne peux l'imaginer. Les affrontements sont violents et les bombardements intensifs.*

— Louay : *Bon, d'accord, nous vous avons tous entendus ici dans la chambre, et Monsieur Okab t'a entendu.*

— Okab Sakr : *vous situation s'est aggravée ? Plus que les deux derniers jours ?*

— Abou Rachad : *oui. En fait le pilonnage est intensif, et la situation est extrêmement urgente, nous avons besoin d'aide.*

— Okab Sakr : *d'accord, où est tu ? À Hama ? A Idlib ?*

— Abou Rachad : *Hama et Idlib.*

— Okab Sakr : *alors tu demandes d'augmenter les quantités ? La quantité n'est pas suffisante ?*

— Abou Rachad : *Oui, oui, multipliez les quantités.*

— Louay : (s'adressant à Sakr) *qu'est-ce que tu en penses ? On multiplie les quantités ?*

— Okab Sakr : *on augmente les quantités.*

— Okab Sakr (s'adressant à Abou Rachad) : *Abou Rachad, j'ai reçu beaucoup de rapports de plusieurs hommes de l'intérieur. Ils m'ont confirmé ce que tu viens de dire sur ces deux régions. La situation va s'aggraver. Maintenant, je dirai aux hommes d'augmenter autant que possible les quantités parce que je connais votre situation. Vous êtes très faibles.*

## Revue de presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 30 novembre 2012)

Imad Marmal

Le 14 Mars a dépassé le stade du boycott du dialogue, du Parlement et du gouvernement. Au niveau psychologique, il est dans une logique de divorce. De hauts responsables du Courant du futur affirment que les compromis avec le camp adverse font désormais partis du passé. Pour eux, la discussion sur le changement du gouvernement dans le cadre de la table de dialogue est hors de question. « *Est-ce que le Hezbollah a fait figurer la question de la démission des 11 ministres du 8-Mars du gouvernement de Saad Hariri à l'ordre du jour de la séance de dialogue ?* », s'interrogent ces responsables. Les sources du Moustaqbal estiment qu'il ne faut pas se baser sur l'accord de Doha, car à l'époque, le 8-Mars, se sentant fort dans le sillage des évènements de 7 mai, a imposé ses conditions, « *tout comme Hitler a imposé aux Français l'accord de Versailles après son occupation de la France* ». Les mêmes sources ajoutent que le seul dossier qui doit être inscrit à l'ordre du jour du dialogue est celui des armes du Hezbollah. Ils indiquent que le Hezbollah, qui a affaibli le camp de la modération sunnite, doit maintenant en assumer les conséquences et coexister avec les phénomènes extrémistes qui apparaissent.

**As Safir** (30 novembre 2012)

Des source officielles rapportent que le président de la République Michel Sleiman n'envisage en aucun cas de proroger le mandat du Parlement, « *même si toutes les parties politiques en conviennent* ». Le chef de l'État serait toutefois en faveur d'un report dans un seul cas : si une entente est possible, d'ici aux élections, sur une loi assurant une meilleure représentativité et faisant retomber la tension dans le pays, et s'il s'avère qu'il faudra plus de temps pour la promulguer, le président Sleiman ne verra pas d'inconvénient à prolonger un peu les délais constitutionnels.

**As Safir** (29 novembre 2012)

Nabil Haithaim

Le 14 Mars s'est montré concerné par la victoire de la Résistance palestinienne dans la Bande de Gaza. Il s'est empressé d'y envoyer une délégation, laissant entendre que la solidarité avec le peuple palestinien n'est pas l'apanage d'une partie libanaise ou régionale déterminée. Les uns ont salué la visite du 14-Mars. D'autres l'ont qualifiée d'acte audacieux, voire historique. Et certains se sont vantés du fait que le 14-Mars fut le premier à ouvrir le chemin de la Palestine par des actes et non pas des paroles, soulignant que les autres doivent lui emboîter le pas.

Sur l'autre rive, les forces du 8-Mars qualifient la visite du 14-Mars à Gaza de « *geste théâtral* », lié aux foires d'empoignes internes au Liban, et considèrent qu'elle relève d'un acte opportuniste qui vise à faire de la surenchère sur les forces de la Résistance au Liban. Le constat du 8-Mars se base sur le caractère ponctuel de la visite du 14-Mars et sur la performance de ce dernier tout au long des sept dernières années.

Partant de là, le 14-Mars est appelé à répondre aux questions suivantes : Qui a eu l'idée d'organiser cette visite à Gaza ? Qui l'a cautionnée ? Est-ce le Qatar, les Frères musulmans, l'Égypte ou le Hamas ? La visite a-t-elle pris en compte la position des États-Unis et de l'Arabie saoudite, d'autant plus que le roi Abdullah s'est distancié des événements de Gaza, se contentant d'appeler les antagonistes à faire prévaloir la raison ? Sont-elles véridiques les informations qui disent que la visite n'aurait pas eu lieu si le Hamas n'avait pas quitté le giron syro-iranien en faveur de son allégeance au Qatar, à la Turquie et à l'Égypte ?

Selon la lecture du 8-Mars, le 14-Mars croit que les peuples ont droit à la libération de leurs territoires occupés et opte pour la « *résistance diplomatique* » en tant que moyen de parvenir à cet objectif. Comment se fait-il donc qu'il soutient la Résistance armée en Palestine et s'oppose à la Résistance armée au Liban ? Les forces du 8-Mars s'interrogent : Comment le 14-Mars reconnaît-il la victoire de la Résistance palestinienne à Gaza et nie la victoire de la Résistance au Liban durant la guerre de 2006 ? La banlieue sud n'avait-elle pas droit à une visite de quelques minutes de la part de ceux qui se sont rendus à Gaza ?

**An Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (30 novembre 2012)

Il y a quelques mois, des accrochages ont opposé les rebelles syriens aux forces régulières syriennes à Damas et alentour. Il a été dit, à l'époque, que la bataille de Damas a débuté et que son dénouement précipitera la victoire des insurgés. Toutefois, les forces du régime ont réussi à tenir la capitale d'une main de fer. Pourquoi revenir sur cet échec des rebelles ? Tous les médias regorgent, depuis quelques jours, d'informations confirmant que la bataille de Damas a commencé, mais que cette fois-ci, c'est le régime qui en a pris l'initiative pour faire pencher la balance en sa faveur dans la capitale. Les pro-Syriens au Liban assurent que le président Assad l'emportera, alors que les anti-Syriens considèrent qu'il y a de fortes chances que le régime et ses forces soient évincés de la capitale et de sa province. Quid après la bataille de Damas ? Les analystes ne sont pas unanimes quant à la réponse à y apporter.

**An Nahar** (29 novembre 2012)

Le président du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), David Baragwanath, a qualifié les rapports du TSL de stupéfiants, assurant qu'« *ils resteront secrets jusqu'à ce que les accusés soient localisés* ». Le magistrat a estimé que le Liban a coopéré avec le tribunal. Au sujet de l'appartenance de Wissam al-Hassan au groupe des témoins principaux du tribunal, il a annoncé qu'« *il ne connaît pas l'identité des témoins* » et que « *l'attentat qui a coûté la vie au général al-Hassan ne relève pas des fonctions du tribunal, à moins que l'État libanais, le Conseil de sécurité et l'Onu n'en décident autrement, comme le stipule le règlement de la cour* ». Concernant l'implication des membres du Hezbollah dans l'attentat contre Rafic Hariri, le juge Baragwanath a indiqué qu'« *être partisan du Hezbollah veut dire être partisan d'un parti politique, et que le juge ne s'intéresse pas à la religion ou l'affiliation politique d'une personne* ».

**An Nahar** (29 novembre)

Rosanna Bou Mouncef

Ces derniers jours, des propos attribués à un diplomate français sur le possible report des élections législatives ont circulé parmi

des hommes politiques libanais qui l'ont récemment rencontré à Paris. Bien que l'éventuel ajournement du scrutin pour une période de six mois, afin de permettre un accord sur une nouvelle loi électorale, a d'abord été évoqué par le ministre de l'Intérieur, personne au Liban ne lui a accordé de l'importance. Pourtant, M. Marwan Charbel est le responsable officiel le plus directement concerné par l'organisation des législatives. En revanche, les propos attribués au diplomate français ont provoqué une confusion chez certains milieux politiques, qui ont tenté d'en savoir plus auprès de l'ambassadeur de France à Beyrouth. M. Patrice Paoli a démenti ces informations, et une autre source diplomatique occidentale au Liban a également affirmé ne pas disposer d'informations sur une démarche française visant à ajourner le scrutin.

Une source bien informée indique que si report il y a, cela donnera du Liban l'image d'un pays incapable de respecter ses échéances constitutionnelles lorsqu'il est appelé à gérer seul ses affaires.

À la lumière de toutes ces données, le président de la République, Michel Sleiman, a exprimé sa détermination à organiser les élections à la date prévue, affirmant qu'il ne signera pas un décret proposant la prorogation du mandat du Parlement actuel. Le président de la Chambre, Nabih Berry, a aussi exprimé son étonnement au sujet des informations faisant état d'une possible prorogation du mandat de l'Assemblée.

En fait, la question du report du scrutin n'est plus étrangère aux salons politiques, avec la prolifération de « *fatwas* » justifiant un tel ajournement. Il y a d'abord le refus d'une grande partie des acteurs politiques de la tenue des élections à l'ombre de la loi de 1960. Si les élections ont quand même lieu dans un climat de mésentente et de conflit entre l'Iran et l'Arabie saoudite, cela pourrait se traduire par une recrudescence de la tension. Ensuite, d'aucuns affirment que si les élections ont lieu dans les circonstances actuelles, cela ne signifiera pas qu'elles seront représentatives. D'autres, enfin, pensent que le gouvernement actuel, contrôlé par le 8-Mars, n'a pas intérêt à la tenue d'élections qui verraient l'émergence d'une majorité pour le 14-Mars. Le 8-Mars souhaite un accord préalable sur une nouvelle loi électorale et sur la forme du gouvernement post-électoral.

### **An Nahar (28 novembre)**

Samir Mansour

Le mufti de la République, cheikh Mohammed Rachid Kabbani, a-t-il pris de court toutes les parties concernées en convoquant les élections du Haut conseil islamique chérié à la fin du mois prochain ? Ces élections auront-elles lieu ? Ces questions se posent en raison des appels à l'ajournement de ce scrutin, émanant en particulier de parties proches du bloc parlementaire du Courant du futur. Mais ce camp n'aura pas gain de cause car le mufti Kabbani, inflexible, assure qu'il ne cèdera pas aux pressions, si fortes soient-elles. Il faudra toutefois tenir compte d'une autre question : le quorum sera-t-il assuré ? En cas de défaut de quorum, les élections devront être reportées.

### **An Nahar (28 novembre)**

Ibrahim Bayram

Ceux qui analysent les dernières prises de positions du chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, découvriront sans trop de difficultés que ses opinions et celles du Hezbollah sont divergentes sur 90 % des sujets : son éloignement de la formule armée-peuple-résistance, ses critiques contre le rôle iranien, le TSL, la question des armes et la vision stratégique du Hezbollah au sujet du conflit israélo-arabe. Avec toutes ces divergences, on se demande sur quoi se base M. Joumblatt pour dire que sa relation avec le parti est « *excellente* ».

Des milieux connaissant bien les deux parties indiquent qu'une des principales raisons expliquant la poursuite de la relation entre Joumblatt et le Hezbollah est, justement, cette ambiguïté qui la caractérise. Au début des événements en Syrie, et après que le chef du PSP eut décidé de soutenir les opposants au régime, les milieux médiatiques et politiques ont cru déceler l'existence d'un accord selon lequel le Hezbollah accepte les positions de M. Joumblatt sur la question syrienne, à condition que le dénominateur commun sur le gouvernement et les armes soit préservé.

Les deux parties semblent avoir trouvé leur intérêt dans cette « *cohabitation* ». Joumblatt a engrangé des gains qu'il n'avait même pas obtenu lorsqu'il était le fer de lance du 14-Mars : trois ministres avec portefeuilles, un rôle politique central qui en fait un

des principaux acteurs. Le Hezbollah aussi a profité de cette relation car Joumblatt assure un quorum politique au gouvernement et au Parlement, qui permet de maintenir les rapports de forces actuels dans le pays.

La question qui se pose est celle de savoir si cette relation pourra se maintenir, surtout qu'il devient difficile pour le Hezbollah et sa base de supporter le plafond élevé des critiques joumblattistes, d'autant que parfois elles remettent en cause des questions considérées par le parti comme des « *constantes* ».

Des milieux proches du Hezbollah assurent qu'il est dans son intérêt que la relation avec Joumblatt se poursuive, en dépit de l'ambiguïté qu'il l'entoure. Surtout que la période actuelle, au Liban et dans la région, reste très floue, ce qui brouille la vue non seulement de M. Joumblatt mais aussi de certains États, notamment en ce qui concerne les événements en Syrie. L'important pour le Hezbollah est que l'équation interne, mise en place après la formation du gouvernement Mikati, reste stable. Et l'un des principaux éléments de cette stabilité est M. Joumblatt. C'est d'autant plus important que la période actuelle est caractérisée par l'attentisme.

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 30 novembre 2012)

Nasser Charara

Le 4 novembre, la Commission des Affaires extérieures avec les pays du Machreq au Parlement européen a tenu une réunion consacrée aux réfugiés syriens. Lors des discussions, des chiffres précis sur le nombre et l'appartenance sociale des réfugiés syriens ont été présentés. Il a été souligné que la Syrie accueille un million de réfugiés irakiens et un demi-million de Palestiniens qui ne sont toujours pas rentrés chez eux.

Ahmad Fatfat a prononcé une allocution qui a indisposé certains députés européens car elle était hors-sujet. Le député du Courant du futur a profité de la tribune pour évoquer la question libanaise interne et tenter d'obtenir le soutien de l'Europe à une feuille de route susceptible de ramener son camp politique au pouvoir. Dans son discours, M. Fatfat s'est plaint du gouvernement de Najib Mikati, sollicitant l'aide de l'UE pour obtenir son départ. Il est

revenu sur l'affaire Michel Samaha et a fait assumer au gouvernement libanais la responsabilité de l'assassinat du général Wissam al-Hassan. Il a aussi mis en garde le Parlement européen contre le fait que « *les Gardiens de la révolution iraniens se trouvent sur les rives du Levant.* » Il a réclamé son appui au printemps arabe et à l'opposition syrienne, affirmant que ce soutien est susceptible de garantir la protection et la stabilité du Liban. Le député a critiqué la politique de dissociation du Liban à l'égard de la crise syrienne, adoptée par le gouvernement Mikati, estimant que cette politique vise en fait à protéger le régime syrien. Il a dénoncé l'intervention du Hezbollah en Syrie et le refus du parti de se plier à la justice internationale, notamment dans l'affaire Rafic Hariri.

M. Fatfat a ensuite proposé une sorte d'initiative de règlement de la crise libanaise, qui ne prévoit nulle part le retour à la table du dialogue, prônée par le président de la République, Michel Sleiman. En substance, la démarche proposée vise à obtenir le départ du gouvernement Mikati et empêcher un vide politique, voulu selon lui par le Hezbollah et ses alliés, en encourageant la formation d'un cabinet de technocrates.

La réponse européenne n'a pas tardé, même si elle était indirecte. Dans son mot de clôture, le responsable de l'action extérieure de l'Europe, Jan Snadauf, s'est félicité de la coopération étroite et de haut niveau entre l'Union européenne et le Liban et a exprimé la satisfaction de l'Europe à l'égard de la politique de dissociation. Il a réaffirmé le respect officiel européen pour les politiques du gouvernement libanais et salué le climat qui a prévalu lors des réunions tenues dans le cadre du partenariat entre les deux parties. Les propos de M. Snadauf, considérés comme reflétant la position officielle du Parlement européen, ont été perçus comme une giflette assénée non seulement à Fatfat mais aussi à l'homme qui voulait adresser à travers lui un message à l'Europe : Saad Hariri.

### **Al Akhbar** (29 novembre 2012)

Nicolas Nassif

Les législatives de 2013 sont au centre de l'actualité, après la position exprimée par le patriarche maronite Mgr Béchara Raï, qui s'est dit attaché à la tenue du scrutin indépendamment de la loi

électorale sur base de laquelle il devrait se dérouler. Une prise de position qui a donné lieu à une vive polémique, voire à des tiraillements internes : après avoir rejeté la loi de 1960 et conditionné les élections à une nouvelle loi tenant compte de la représentativité chrétienne, le patriarche a donné la priorité aux élections sur toute loi censée régir le scrutin, la loi de 1960 comprise. Les propos du prélat coïncident avec une prise de position similaire, par le président de la République Michel Sleiman, lorsqu'il s'est prononcé contre toute prorogation arbitraire du mandat de la Chambre. En clair, il s'agit de donner la priorité absolue à la tenue des élections de 2013, alors que le chef de l'État, tout comme le prélat mais avec moins de vigueur, s'était opposé à la loi de 1960.

Le patriarcat maronite avait donc rejeté la loi issue de l'accord de Doha —seule clause de cet accord à être toujours de mise—. En effet, le « *président consensuel* » ne l'est plus, le gouvernement d'union nationale n'a pas réussi l'expérience de la cohabitation entre loyalistes et opposants, et le dialogue national, boycotté par le 14-Mars, ne démarre pas. Aujourd'hui, le patriarche insiste pour que les élections aient lieu, et accepte implicitement qu'elles se déroulent conformément à la loi en vigueur. Dès lors, les autres parties pourront invoquer cette prise de position pour justifier leur consentement à voir les élections de 2013 se tenir sur la base de cette loi.

Depuis l'assassinat du général Wissam el-Hassan, le 14-Mars boycotte le parlement jusqu'à la chute du gouvernement de Najib Mikati. Mais comme le 8-Mars et le député Walid Joumblatt sont contre une démission du cabinet, le Parlement pourra difficilement se réunir pour promulguer une nouvelle loi électorale.

À cela s'ajoute le fait que le député Joumblatt tient à rester équidistant du 8-Mars et du 14-Mars. Il bloque la majorité parlementaire en rejetant le projet de la proportionnelle, et en même temps, ne rejoint pas l'opposition pour lui permettre de faire passer le projet prévoyant un découpage en 50 circonscriptions. Ce qui ne laisse aux uns et aux autres qu'un seul choix : la loi de 1960.

**Ad Diyar** (Quotidien libanais proche de la Syrie, 29 novembre

2012)

Hicham Yéhia

Les campagnes médiatiques et politiques lancées par le 14-Mars contre le gouvernement actuel sont un coup d'épée dans l'eau. Des sources ministérielles centristes rapportent que les entretiens et les concertations qui ont eu lieu entre le Premier ministre Najib Mikati et les responsables français à Paris ont fait transparaître le souci de la France de traiter avec le gouvernement de Mikati au même titre que les autres institutions constitutionnelles au Liban, lesquelles incarnent les relations d'amitié franco-libanaises.

Les sources précitées soulignent que le chef du gouvernement libanais a retenu un message sans ambages des responsables français, qui sont en contacts continus avec Washington et les pays arabes modérés, selon lequel la France refuse toute mesure susceptible de créer un vide dans le pays, d'autant que l'une des priorités de la France et de ses alliés et amis régionaux et internationaux est d'empêcher le transfert de la crise syrienne au Liban.

Par conséquent, constatent les mêmes sources, le maintien du gouvernement de Mikati est un besoin arabe et international en vue de faire passer le temps avec le moins de dégâts possibles. Les dirigeants des grandes puissances, ajoutent-elles, considèrent unanimement que les positions de l'opposition libanaise ne sont pas réalistes et ne sont pas conformes aux circonstances actuelles au Moyen-Orient et en Syrie.

**Al Joumhouria** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Odaï Daher (29 novembre 2012)

Des informations non confirmées circulent dans les milieux diplomatiques arabes et occidentaux selon lesquelles des contacts secrets ont été engagés entre les États-Unis et l'Iran, en guise de prélude à une entente irano-US sur deux dossiers principaux : le programme nucléaire iranien et la crise syrienne. Le chef du Parlement iranien, Ali Larijani, proposera-t-il le départ du président Bachar al-Assad ?

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (30 novembre 2012)

Le dernier discours du secrétaire général du Hezbollah était différent des précédents. D'abord par la concision et ensuite par la clarté des messages délivrés qui n'étaient pas comme à l'accoutumée enrobés dans des figures de style. En (relativement) peu de temps, sayyed Hassan Nasrallah a pris position sur la plupart des dossiers en suspens, de Gaza à Bahreïn, en passant par la Syrie et Israël pour finir sur la situation interne libanaise. En évoquant clairement toutes ces questions, le secrétaire général du Hezbollah a confirmé le rôle régional de son parti dont l'influence dépasse les frontières du Liban. Il est d'ailleurs régulièrement accusé d'être impliqué dans des affaires concernant d'autres pays. Le Hezbollah a toujours nié intervenir dans les affaires internes d'autres pays, même frères ou amis, mais cela ne l'empêche pas d'avoir des opinions et de les afficher, confirmant ainsi sa stature régionale.

Actualité oblige, sayyed Nasrallah a donc commencé par commenter les derniers affrontements de Gaza et là son message est clair : selon lui, ce qui s'est passé dans la bande est désormais le modèle de toute confrontation future entre Israël et les Arabes. Il est d'ailleurs clairement apparu à travers les derniers affrontements de Gaza que les services de renseignement israéliens, dans leurs différentes branches, sont mal informés et affaiblis, puisqu'ils n'ont pas réussi à savoir que les Palestiniens comptaient utiliser des missiles *Fajr 5* d'une portée de 80 km et les lancer sur Tel-Aviv, Jérusalem et d'autres villes. Ces services ignorent aujourd'hui encore la nature et le nombre des missiles entre les mains de la résistance palestinienne. Pour Nasrallah, il est clair désormais que les Israéliens ne peuvent plus songer à briser la résistance arabe, qu'elle soit palestinienne, libanaise ou autre, en utilisant leur seule aviation militaire. Le fameux principe de « *la première frappe* », longtemps utilisé par les avions israéliens qui bombardent massivement les centres névralgiques pour traumatiser du premier coup l'ennemi, a prouvé ses limites, voire son inefficacité, puisqu'à Gaza comme au Liban, ni les premières, ni les deuxièmes, ni même les bombardements aériens suivants n'ont réussi à réduire de façon significative la puissance de feu de la résistance.

L'autre point relevé par le secrétaire général du Hezbollah réside

dans le fait que le front interne israélien reste très faible, en dépit de toutes les manœuvres effectuées et de toutes les mesures adoptées avec un grand tapage médiatique censé impressionner l'ennemi, pour le renforcer. Nasrallah a encore précisé que le fameux dôme d'acier (ou le système de bouclier antimissiles) censé protéger Israël des attaques de la résistance n'a pas fonctionné comme il se devait en dépit des assurances des dirigeants israéliens. Cette protection et le battage psychologique fait autour du sujet dans le but de terroriser l'ennemi n'ont pas réussi à entamer la détermination des Palestiniens. Les derniers affrontements de Gaza ont aussi provoqué une grande confusion au niveau des dirigeants israéliens, et le départ du ministre de la Défense Ehud Barak n'est, selon Nasrallah, que la partie visible de l'iceberg. Désormais, a affirmé le secrétaire général du Hezbollah, Israël devra longuement réfléchir avant de lancer une nouvelle agression, contre les Palestiniens, contre le Liban et même contre l'Iran. N'en déplaise à tous les Cassandre qui, au Liban, commencent à affirmer qu'Israël pourrait se venger après Gaza sur le Liban, Nasrallah a été très clair sur ce point, ayant cette formule : si des missiles moins nombreux que les doigts de la main ont fait trembler Israël, que serait-ce avec les milliers de missiles qui seraient lancés à partir du Liban en cas d'attaque contre ce pays ?

Nasrallah a aussi affirmé que toutes les régions d'Israël sont à la portée des missiles du Hezbollah. À cet égard, il faut préciser que le Hezbollah n'a jamais donné de précisions sur le nombre de missiles qu'il possède. Mais certains milieux proches de cette formation précisent qu'il en aurait près de 70 000. La question qui se pose est la suivante : comment le Hezb peut cacher un tel nombre de missiles dans un pays comme le Liban, petit et surpeuplé, où tout se sait, sans que nul ne puisse dévoiler l'emplacement des caches ? C'est aussi une nouvelle preuve de la discipline et de la solidité de l'engagement des combattants du Hezbollah.

Il est en tout cas clair que les événements de Gaza ont, selon Nasrallah, donné un nouvel élan à la résistance dans toute sa variété, établissant un nouvel équilibre de la terreur et limitant les choix d'Israël. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, selon le

Hezbollah, le TSL a soudain repris du poil de la bête et si les procédures se sont accélérées pour compenser la perte de vitesse d'Israël et de ceux qui continuent de miser sur l'État hébreu.

Sur le plan interne, Nasrallah a répété ce qu'il avait déjà dit : l'attachement de la formation qu'il dirige au dialogue, à la stabilité et la paix civile. Mais il a tout de même refusé d'être traité avec arrogance et supériorité. Il a en quelque sorte confirmé la position de son parti qui estime que le Liban obéit à un équilibre des forces très délicat qu'il faut respecter sinon c'est l'ensemble qui s'effondre. En d'autres termes, aucune composante libanaise ne peut éliminer l'autre, et il faut s'incliner devant cette réalité. En même temps, Nasrallah a laissé entendre que l'actuel gouvernement devrait rester en place jusqu'à ce qu'il y ait une entente sur son successeur, car il ne faut pas laisser à l'heure actuelle un vide sur le plan de l'exécutif. Qu'on le veuille ou non, il rejoint ainsi la position de l'Occident qui a, à maintes reprises au cours des dernières semaines, confirmé son refus du vide au niveau de l'exécutif pour éviter des développements qui détourneraient l'attention générale de la situation en Syrie. Ce n'est d'ailleurs pas la seule bizarrerie de cette étrange période.

#### L'Orient-Le Jour (30 novembre 2012)

Le magistrat Riad Abou Ghida, chargé de l'affaire de l'ancien ministre Michel Samaha, ne compte pas se désister « *du moins jusqu'à présent* », ont affirmé des sources judiciaires rapportées par la chaîne télévisée LBCI. Selon ces sources, « *le procureur général près la Cour de cassation, le magistrat Hatem Madi, rencontrera la semaine prochaine le magistrat Riad Abou Ghida pour parler du dossier* ».

Également selon ces sources, l'affaire n'a pas encore été tranchée, « *parce que les enquêtes ne sont pas encore finies* ». Des mesures doivent encore être prises, précisent-elles, soulignant que « *depuis le 16 août dernier, M. Samaha n'a pas comparu devant le juge Abou Ghida. De plus, la date de la prochaine séance d'interrogatoire n'a pas été fixée* ».

D'après ces sources, la justice libanaise ne peut pas émettre un mandat d'arrêt à l'encontre du général syrien Ali Mamlouk, dont le nom de la mère est inconnu, pour éviter toute confusion. Selon

d'autres sources sécuritaires, « *l'enquête menée par le bureau des services de renseignement des FSI est complète et il n'y a aucune excuse pour ne pas trancher l'affaire* ».

*Pierre Khalaf*

Source  
New Orient News (Liban)

---

Source : « Malgré le soutien de l'Occident, Al-Qaïda ne vaincra pas le peuple syrien », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 5 décembre 2012, [www.voltairenet.org/article176845.html](http://www.voltairenet.org/article176845.html)